

Discours du budget

des Territoires du Nord-Ouest 2006-2007

présenté par

**l'honorable Floyd K. Roland,
ministre des Finances**

**Quatrième session de la
Quinzième Assemblée législative
des Territoires du Nord-Ouest**

Le 02 février 2006

Introduction

Monsieur le président, aujourd'hui, c'est pour moi un honneur et un privilège de présenter le Budget des Territoires du Nord-Ouest pour 2006-2007 à vous et aux députés de l'Assemblée législative. J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier mes collègues du Cabinet et le comité permanent pour leur apport, particulièrement pour le travail des comités sur les consultations avant Budget.

Ce Budget arrive à un moment historique. Plusieurs d'entre nous ont espéré voir le jour où les Territoires du Nord-Ouest seraient autonomes et bien solides, avec une économie prospère, des emplois et des possibilités pour nos citoyens. Aujourd'hui, ce n'est plus simplement un rêve. Nous sommes à la veille de connaître de grandes possibilités économiques, des possibilités défiant notre imagination et notre capacité à y répondre. Des possibilités qui transformeront les Territoires du Nord-Ouest en un moteur économique clé, non seulement pour le Nord, mais pour l'ensemble du Canada.

Les Territoires du Nord-Ouest se tiennent prêts à jouer un rôle prépondérant dans le développement des ressources canadiennes. La demande pour nos ressources énergétiques n'a jamais été aussi grande.

Le pipeline de la vallée du Mackenzie, autrefois un rêve lointain, est sur le point de devenir une réalité. Les audiences publiques ont déjà commencé. Si le projet est approuvé, cela ouvrira les portes aux immenses réserves de gaz naturel dans le delta du Mackenzie et la mer de Beaufort.

Nos deux mines de diamant ont fait des Territoires du Nord-Ouest le troisième plus grand producteur mondial de diamants de qualité gemme. Présentement, une troisième mine est en construction, et une quatrième en est à l'étape de l'approbation.

Non seulement ces développements économiques créeront des emplois et des occasions d'affaires, mais ils redonneront de l'espoir et des possibilités à nos résidents. Ils nous aideront à réaliser notre vision. Ils permettront aux gens et aux

familles autonomes de partager les retombées et les responsabilités des communautés saines et de Territoires du Nord-Ouest prospères et unifiés. Ils nous fourniront les ressources avec lesquelles nous pourrions investir dans l'infrastructure, donner à nos enfants la meilleure éducation qui soit, améliorer notre système de santé, protéger notre environnement et établir des communautés plus solides.

Monsieur le président, tout cela est possible pour les Territoires du Nord-Ouest.

Mais uniquement si deux conditions sont remplies.

Tout d'abord, en tant que gouvernement, et en tant que citoyens des Territoires du Nord-Ouest, nous devons faire notre part. Cela signifie qu'il faut utiliser nos revenus avec sagesse et respecter notre politique de responsabilité financière. Cela signifie qu'il faut investir dans les services essentiels qui apporteront de meilleurs avantages à long terme aux gens et aux communautés des Territoires du Nord-Ouest. Cela signifie qu'il faut créer un milieu positif pour les entreprises, afin qu'elles considèrent les Territoires du Nord-Ouest comme un endroit favorable où investir et faire des affaires.

Voilà qu'elle est notre part, monsieur le président. Et nous ferons notre part grâce aux décisions et priorités présentées dans ce Budget.

L'autre condition essentielle, M. le président, est de s'attaquer aux questions financières essentielles auxquelles fait face notre gouvernement. Cela signifie travailler avec le nouveau gouvernement fédéral pour prendre des mesures immédiates à propos de problèmes de longue date qui empêchent les Territoires du Nord-Ouest d'atteindre leur plein potentiel.

Alors que je suis ici, à présenter le Budget pour 2006-2007, nous nous trouvons exactement dans la même situation financière où nous étions à la même période, l'an dernier. Même si nous avons fait des progrès dans de nouveaux arrangements de financement visés à court terme avec le gouvernement fédéral précédent, des progrès qui nous ont permis d'investir dans l'infrastructure, dans les communautés et dans notre système de santé, il nous reste encore à régler les questions financières à long terme essentielles.

Nous n'avons pas de résolution pour une nouvelle approche concernant l'entente territoriale de financement préétablie. Nous n'avons pas conclu d'accord avec le gouvernement fédéral concernant le partage des revenus provenant des ressources. Nous n'avons pas pu augmenter la limite d'emprunt imposée aux Territoires du Nord-Ouest.

Il s'agit là de questions qui peuvent et doivent être résolues.

M. le président, il y a un peu plus d'une semaine, les Canadiens ont élu un nouveau gouvernement conservateur, dirigé par le premier ministre désigné, M. Stephen Harper. Au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, je veux réitérer les félicitations de notre premier ministre, M. Handley, à M. Harper et à son nouveau gouvernement.

Nous avons vraiment hâte de voir ce que M. Harper a constamment appelé une nouvelle manière d'aborder le gouvernement et les relations avec les provinces et territoires. Nous avons été très contents quand il s'est engagé, lors de sa première conférence de presse, la semaine dernière, à commencer les négociations sur le problème du déséquilibre fiscal qui existe entre les provinces et territoires canadiens. Le fait que le nouveau gouvernement fédéral reconnaisse cette question importante est une étape concrète et bien accueillie.

Mais surtout, nous avons écouté attentivement, le soir des élections, quand M. Harper s'est adressé directement aux territoires et qu'il nous a dit qu'il voyait le potentiel du Nord et qu'il avait hâte de nous aider à réaliser nos rêves.

En tant que gouvernement, et en tant que ministre des Finances, nous sommes disposés à travailler avec le nouveau premier ministre et son gouvernement, et avec nos partenaires territoriaux et provinciaux, pour régler immédiatement ces questions complexes et importantes.

Le mot clé est **immédiatement**.

Les questions concernant l'entente territoriale de financement préétablie sont spécifiques et particulières aux territoires, de même que les questions concernant le partage des revenus provenant des ressources. Il est inutile de retarder les décisions sur ces questions critiques pour notre territoire et pour tout le Nord, alors que les négociations commencent sur des questions complexes, concernant l'équilibre fiscal.

Donc, en tant que gouvernement, nous encourageons le nouveau premier ministre à ne pas attendre qu'on discute d'autres questions fiscales, mais à plutôt saisir l'occasion pour établir un nouveau partenariat avec le Nord du Canada et à agir sur les questions pas encore résolues qui nous empêchent de profiter de l'immense essor qui se produit dans notre territoire. Nous sommes prêts et avons hâte de le rencontrer, ainsi que son nouveau ministre des Finances, pour commencer immédiatement ce nouveau partenariat.

Avec ces questions fondamentales bien en tête, laissez-moi maintenant vous faire part de certains points saillants de notre Budget pour 2006-2007.

Établir un agenda audacieux

M. le président, les Territoires du Nord-Ouest font face à des opportunités sans précédent. Nous ne pouvons pas hésiter. Nous ne pouvons pas présenter un Budget timide rempli de demi-mesures. C'est le moment de foncer. C'est le moment d'être déterminé.

Contrairement aux autres discours du Budget, aujourd'hui, je n'ai pas l'intention de détailler tous les divers projets inclus dans le Budget pour 2006-2007. Toute cette information est disponible dans les documents accompagnant le Budget et auprès des ministres. De plus, nous l'étudierons en profondeur dans cette Chambre au cours des prochaines semaines.

J'aimerais plutôt souligner certains domaines reflétant les approches audacieuses que nous prenons dans ce Budget.

Tout d'abord, le volet financier

- ◆ Pour 2005-2006, nous projetons un excédent de 18 millions \$. C'est moins que ce que nous projetions, principalement en raison de l'augmentation des dépenses et d'une diminution des revenus provenant des impôts sur le revenu des entreprises. M. le président, il faut noter que nous demeurons à l'intérieur des lignes directrices de notre politique en matière de responsabilité financière. Cette politique nous a très bien servi. Malgré les défis auxquels nous faisons face, je peux assurer tous ceux qui m'écoutent aujourd'hui que nous continuerons d'être de bons gestionnaires financiers pour les Territoires du Nord-Ouest.
- ◆ Pour respecter notre engagement d'un Budget responsable, le Budget pour 2006-2007 projette un excédent d'exploitation de 31 millions \$. Les dépenses du présent exercice comprennent un certain nombre de projets uniques, comme le Fonds pour établir la capacité communautaire. Compte tenu de ces programmes uniques, on s'attend à ce que les dépenses pour l'exercice 2006-2007 augmentent de 7 pour cent par rapport au Budget du dernier exercice, car nous devons faire face aux coûts accrus des programmes sociaux, aux besoins en infrastructures communautaires et au besoin d'offrir des salaires concurrentiels. Nous nous attendons à ce que nos revenus augmentent de 5 pour cent. En fait, nous dépenserons 1,07 milliard \$, provenant de revenus de 1,1 milliard \$, et investirons 111 millions \$ dans des projets d'immobilisations en 2006-2007.
- ◆ L'approche prudente que nous avons prise en matière de gestion financière au cours du mandat de cette Assemblée nous permettra de faire face à nos défis fiscaux les plus pressants. En 2006-2007, le gouvernement devra rembourser 290 millions \$ en impôts sur le revenu des entreprises pour compenser un paiement en trop que nous avons reçu

du gouvernement fédéral en 2002. Cela augmentera notre emprunt d'environ 78 millions \$. D'ici la fin de l'exercice, nous nous attendons à ce que la dette totale soit de 223 millions \$, soit 77 millions \$ sous la limite d'emprunt imposée par le fédéral.

Et voici maintenant quelques détails.

Ce Budget traite des occasions à saisir et à poursuivre. Il vise à atteindre quatre objectifs principaux :

- ◆ Investir dans les domaines prioritaires.
- ◆ Préparer la voie à davantage d'investissements et de croissance dans notre économie.
- ◆ Préparer le terrain afin de réduire le coût de la vie et d'augmenter les niveaux de revenus.
- ◆ Positionner notre gouvernement pour gérer le développement.

Pour atteindre ces quatre objectifs, notre gouvernement continuera la construction d'une route praticable en tout temps le long de la vallée du Mackenzie et il appuiera l'investissement dans une étude de faisabilité et environnementale du projet hydroélectrique sur la rivière Bear.

De concert avec les communautés et l'industrie, nous tenterons de trouver une solution exhaustive pour régler le grave problème de l'habitation dans nos communautés, en encourageant la transformation de logements pour les travailleurs du pipeline en plus de 1 000 foyers résidentiels.

Nous commencerons par nous attaquer aux besoins les plus pressants en matière d'habitation, grâce à une allocation de 4 millions \$ provenant de la Fiducie de la stratégie pour le Nord pour construire de nouvelles unités d'habitation abordables dans 14 de nos petites communautés. Cependant, pour faire avancer la motion de l'Assemblée législative d'octobre 2004, laquelle demandait une diminution de 10 pour cent des besoins impérieux en matière de logement, il faut que le nouveau gouvernement fédéral respecte l'engagement pris par l'ancien ministre fédéral responsable de l'habitation de fournir 100 millions \$ au cours des trois prochaines années afin de partager les coûts pour rendre plus abordables et plus efficaces au plan énergétique plus de 500 logements aux TNO.

En plus, M. le président, nous respecterons l'engagement pris par les députés de l'Assemblée législative d'appuyer le développement de communautés et de régions bien gouvernées et durables. Le Budget engage un montant supplémentaire de 12 millions \$ dans un nouveau programme de financement

pour les communautés, incluant 4,5 millions \$ provenant de l'accord avec le fédéral sur les taxes des produits pétroliers. Le budget comprend aussi 31 millions \$ de contributions à l'infrastructure pour les opérations communautaires et régionales, et près de 3 millions \$ pour les usines de traitement des eaux, les égouts et les sites de déchets solides dans plusieurs communautés.

En réponse aux suggestions des députés, nous investirons dans des stratégies pour économiser l'énergie et réduire le coût de la vie, pour le bénéfice environnemental et financier de nos résidents. M. le président, les subsides et l'appui financier direct du gouvernement sont peut-être importants à court terme, mais ils ne constituent pas la solution à long terme pour ce territoire. Nous devons examiner les facteurs responsables des coûts élevés et s'y attaquer. Cela signifie qu'il faut investir dans l'infrastructure routière pour diminuer les coûts de transport des marchandises dans nos communautés. Cela signifie qu'il faut investir dans l'hydroélectricité pour fournir une source d'énergie moins coûteuse et plus écologique. Cela signifie qu'il faut protéger ceux qui sont moins en mesure de faire face à l'augmentation des coûts. C'est pourquoi, au cours de l'exercice, nous dépenserons un montant supplémentaire de 326 000 \$ pour augmenter l'allocation complémentaire aux personnes âgées à bas revenus; elle passera de 135 \$ à 160 \$ par mois.

Monsieur le président, les députés ont la responsabilité de s'assurer que les générations futures profiteront de l'importante croissance économique des Territoires du Nord-Ouest. Cela signifie qu'il faut investir dans le développement de la population active et améliorer notre système d'éducation, de façon à ce que les générations futures puissent apprendre et travailler ici même, chez elles.

Avec le Budget de cette année, nous investirons 259 millions \$ dans des programmes offerts par le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, soit une augmentation de 17 millions \$ par rapport au présent exercice. De l'argent supplémentaire servira à accroître notre engagement pour l'aide aux étudiants. Nous fournirons une aide additionnelle aux maternelles à temps plein. Nous augmenterons l'investissement pour construire de nouvelles écoles à Tulita et à N'dilo, pour remplacer les écoles à Inuvik et pour investir dans des rénovations aux résidences des étudiants du Collège Aurora à Fort Smith et à Inuvik. Les investissements dans ces projets dépasseront 120 millions \$ au cours des prochaines années.

En plus de notre investissement dans l'éducation, nous répondrons à l'appel des députés de cette Assemblée de mettre davantage d'emphase sur les programmes destinés aux jeunes. Ce Budget investit un demi-million \$ dans le programme Jeunes du Nord financé par la Fiducie de la stratégie pour le Nord. Cela permet d'augmenter notre investissement dans le programme des Jeux des TNO, conçus pour donner davantage de services en matière de sports et de loisirs dans les communautés et pour accroître l'activité physique chez les jeunes.

Au total, on a ajouté près de 700 000 \$ dans ce Budget pour appuyer les Jeux des TNO, les Jeux d'hiver de l'Arctique et les Jeux d'hiver du Canada.

Monsieur le président, la santé de nos citoyens est la priorité de tous les députés de cette Assemblée législative. Le Budget accorde plus de 265 millions \$ à des programmes du ministère de la Santé et des Services sociaux, soit une augmentation de plus de 18 millions \$ par rapport à l'exercice de cette année. L'argent supplémentaire servira à améliorer les programmes de soins de santé et à couvrir les coûts élevés pour offrir ces soins aux Territoires du Nord-Ouest. Nous investirons 13 millions \$ pour rénover les hôpitaux et les centres de traitement, pour améliorer l'équipement médical et pour mettre à jour les dossiers hospitaliers.

Le présent Budget comprend un investissement de 400 000 \$ provenant de la Fiducie de la stratégie pour le Nord dans le cadre de travail territorial pour des choix santé, afin de promouvoir un style de vie sain, d'aider les gens à se libérer de leurs toxicomanies et de les aider à faire des choix productifs et sains. Cette année, les ministères participants mettront sur pied un programme scolaire coordonné pour les écoles des Territoires du Nord-Ouest et des stratégies pour promouvoir une alimentation saine et l'activité physique.

M. le président, comme je l'ai déjà dit, les Territoires du Nord-Ouest sont sur le point de connaître une croissance économique sans précédent. Mais nous ne pouvons pas rester sans rien faire et simplement attendre que cette croissance se manifeste comme par magie à nos portes. Nous devons travailler pour ça. Nous devons établir un environnement où le développement économique peut prospérer. Et il faut gérer avec précaution l'impact de la croissance sur nos communautés, nos résidents et notre territoire.

C'est ce que notre gouvernement a l'intention de faire.

Nous participerons activement et pleinement au projet gazier du Mackenzie, si le projet devient réalité, en veillant à ce que les besoins et les craintes de nos résidents soient pris en considération. L'automne dernier, notre premier ministre et moi avons souligné l'intention du gouvernement des TNO d'établir un régime fiscal stable pour le projet. Nous irons de l'avant avec le projet en respectant cet engagement et nous travaillerons avec l'industrie et le gouvernement fédéral pour nous assurer que le pipeline progresse de façon écologique.

Ce Budget investit plus d'un million \$ pour terminer les études de faisabilité et les études environnementales de base nécessaires à la mise en oeuvre du projet de développement hydroélectrique sur la rivière Taltson.

Nous effectuerons des investissements supplémentaires dans les transports, dont des améliorations importantes à nos installations aéroportuaires, à notre

programme de voirie et au programme de ponts sur la route d'hiver du Mackenzie.

Nous continuerons de promouvoir le tourisme aux Territoires du Nord-Ouest. Ce Budget comprend un montant de 1 million \$ pour mettre sur pied Tourisme 2010, un plan touristique pluriannuel pour les Territoires du Nord-Ouest qui nous aidera à attirer des touristes de partout dans le monde. Nous investirons également pour améliorer nos parcs et rénover le Centre du patrimoine septentrional Prince-de-Galles.

M. le président, il s'agit là d'investissements intelligents, d'investissements qui nous aideront à établir une économie positive, solide et croissante.

De plus, nous devons comprendre que dans un environnement hautement compétitif, ce n'est pas suffisant d'avoir une bonne combinaison de ressources et l'infrastructure nécessaire. Les entreprises peuvent investir n'importe où dans le monde. Donc, pour inciter les entreprises et l'industrie à s'installer et à faire des affaires ici, aux Territoires du Nord-Ouest, nous devons être concurrentiels et nous devons l'être par rapport à l'imposition.

Nous ne pouvons simplement pas nous permettre de voir les entreprises continuer à faire leurs déclarations d'impôts à l'extérieur des TNO pour éviter les taux d'imposition élevés.

C'est pourquoi, je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que le taux d'imposition sur les revenus des grosses entreprises des TNO sera réduit à 11,5 pour cent, à partir du 1er juillet 2006. Pendant la session du Budget, je présenterai un projet de loi à cet effet pour mettre en vigueur ce changement.

Pour ce qui est de l'impôt sur le revenu de nos petites entreprises, à 4 pour cent, il est bien en deçà de la moyenne nationale. Cependant, nous continuons de travailler avec la communauté des affaires des Territoires du Nord-Ouest pour déterminer de quelle façon nous pouvons mieux appuyer le secteur des petites entreprises. Ce taux d'imposition fait partie de nos délibérations, et nous espérons pouvoir bientôt faire une proposition aux députés.

Tous les autres impôts demeureront inchangés dans le cadre du Budget de cette année.

M. le président, il y a davantage de détails et d'annonces de dépenses dans les documents du Budget. Nous sommes sur le point de connaître une croissance économique très importante. Nous nous y préparons avec soin, avec attention et en toute connaissance de cause. Nous investissons avec sagesse. Ainsi, les avantages des occasions qui se présentent dans notre territoire retomberont non seulement sur les gens du Nord, mais de partout au Canada.

Un nouveau partenariat avec le gouvernement fédéral

M. le président, cela me ramène à la deuxième condition nécessaire pour que nous puissions atteindre nos objectifs : une nouvelle relation coopérative de travail avec le gouvernement fédéral.

Nous sommes à une étape critique. D'un point de vue financier, quatre points clés nous empêchent d'atteindre le plein potentiel pour ce territoire et pour ses résidents, quatre points qui doivent être résolus avec le gouvernement fédéral.

Tout d'abord, nous avons besoin de nouveaux arrangements financiers avec le gouvernement fédéral, d'arrangements qui reflètent les besoins des Territoires du Nord-Ouest. Les arrangements financiers actuels ne peuvent tout simplement pas continuer. Non seulement ils sont inadéquats pour répondre à la réalité des Territoires du Nord-Ouest, mais de bien des façons, ils tendent à mettre un frein à la progression des TNO.

Au cours du dernier exercice, nous avons travaillé avec le groupe de travail établi par le Conseil de la Fédération et le comité d'experts mis sur pied par le gouvernement fédéral pour pouvoir exprimer clairement nos positions. Nous espérons que les deux groupes ont bien entendu nos opinions et nous avons hâte de voir les rapports au printemps. Cependant, les décisions sur l'entente de financement préétablie reviennent au gouvernement fédéral. Ces décisions sont à la fois urgentes et de toute première importance pour les Territoires du Nord-Ouest. Nous avons l'intention, au cours des prochaines semaines et des prochains mois, de bien faire comprendre nos positions au nouveau gouvernement fédéral et de l'inciter à agir dans les plus brefs délais.

Deuxièmement, nous avons besoin d'aboutir à un accord équitable sur le partage des revenus provenant des ressources avec le Canada.

L'abondance des ressources naturelles de notre territoire est notre meilleur potentiel pour l'avenir et représente pour nous la possibilité de devenir un territoire prospère et autonome.

Mais pour l'instant, le gouvernement fédéral contrôle virtuellement toutes les ressources naturelles des Territoires du Nord-Ouest, de même que les avantages qui en découlent. En 2004-2005, les Comptes publics du fédéral indiquent que le gouvernement fédéral a reçu plus de 270 millions \$ en revenus provenant des ressources des Territoires du Nord-Ouest; et ce montant augmente chaque année. En comparaison, les Comptes publics des Territoires du Nord-Ouest démontrent seulement 3,5 millions \$ de revenus provenant des impôts sur le revenu des entreprises pour ce même exercice.

Cette situation ne serait jamais tolérée dans une province comme l'Alberta. Elle n'a pas été acceptée par Terre-Neuve-et-Labrador ni par la Nouvelle-Écosse, où des accords spéciaux ont été conclus pour reconnaître leurs besoins uniques.

Une telle situation ne sera pas non plus tolérée par la Saskatchewan si son gouvernement arrive à ses fins.

Pourquoi devrait-elle être tolérée aux TNO?

Ce que nous demandons, c'est un accord équitable. Un accord qui donne à notre territoire un avantage financier net provenant de nos ressources. Cet avantage devrait couvrir les coûts d'exploitation des ressources et assurer des mesures incitatives pour le développement économique. Cet accord devrait nous permettre de financer nos programmes actuels et, par le fait même, d'investir dans le perfectionnement de notre population active, dans notre infrastructure et dans notre économie de façon à ce que tous nos résidents partagent les bénéfices du développement.

Monsieur le président, c'est le temps d'accélérer les négociations sur l'accord de partage des revenus provenant des ressources. Au cours de la récente campagne électorale, le premier ministre désigné, M. Harper, a déclaré qu'il croyait : « ...que les gens du Nord devraient être les premiers bénéficiaires du développement des ressources du Nord ». M. le président, cela était une déclaration énergique et bien accueillie par ce territoire, et nous sommes déterminés à travailler avec M. Harper dans les plus brefs délais pour faire de cette déclaration une réalité.

Troisièmement, nous apprécions l'engagement du gouvernement canadien à accorder un montant de 500 millions, \$ échelonné sur dix ans, pour traiter des impacts économiques et sociaux du pipeline dans la vallée du Mackenzie. Nous pensons que le nouveau gouvernement respectera cet engagement de toute première importance.

Mais des fonds versés en une seule fois, quel que soit le montant et l'accueil qu'on leur fait, ne fournissent pas une source à long terme de revenus continus pouvant être utilisés pour prendre des décisions et établir des plans futurs.

Enfin, M. le président, il faut que le gouvernement fédéral enlève la limite d'emprunt arbitraire de 300 millions \$ imposée aux Territoires du Nord-Ouest. Cette limite d'emprunt va à l'encontre du principe d'autonomie politique territoriale et reflète le point de vue désuet et irraisonnable que nous ne pouvons pas prendre de saines décisions financières par nous-mêmes. Et cela ne traduit pas le fait que la capacité d'emprunt de notre gouvernement devrait être basée sur notre capacité de financer la dette au lieu d'être établie à un niveau fixe.

En février dernier, l'Assemblée législative a démontré notre engagement face à la responsabilité financière. Nous avons maintenu cet engagement dans le Budget de cette année. Notre politique de responsabilité financière établit des lignes directrices claires et une définition responsable des limites d'emprunt. La politique a contribué à faire obtenir une cote de crédit de Aa3 de Moody's Investors Services. Cela devrait suffire pour que le gouvernement fédéral agisse immédiatement pour enlever la limite d'emprunt.

Conclusions

M. le président, nous vivons une période sans précédent de notre histoire, une période où nos rêves de prospérité, de croissance et d'autonomie sont en train de devenir une réalité.

Ce Budget établit un agenda audacieux. Il investit dans des domaines prioritaires. Il met également notre territoire en bonne position pour saisir les possibilités de croissance économique et les transformer à l'avantage de tous nos citoyens.

Il s'agit d'une étape importante. Mais il reste encore bien du travail à accomplir.

Dans les mois qui viennent, mon travail sera concentré sur deux priorités.

Tout d'abord, l'élaboration d'une vaste politique macro-économique pour les Territoires du Nord-Ouest.

Les Territoires du Nord-Ouest font face à d'importants enjeux à mesure que le développement économique progresse. Nous savons qu'il faut investir. Ce Budget prépare le terrain pour un grand nombre de ces investissements. Mais nos ressources ne sont pas illimitées, même avec de nouveaux arrangements financiers avec Ottawa. Nous devons faire des choix et établir des priorités. Quels investissements devrions-nous d'abord faire et combien devrions-nous investir? Devrions-nous investir des millions dans l'infrastructure routière pour favoriser le développement industriel, accroître le commerce parmi les communautés et réduire le coût de la vie? Devrions-nous investir en grande partie dans l'habitation ou prendre des mesures pour améliorer les résultats scolaires et promouvoir une plus grande autonomie personnelle? Devrions-nous investir dans l'hydroélectricité ou le perfectionnement professionnel?

Avec l'aide de tous les députés de l'Assemblée législative, d'experts reconnus, des gouvernements autochtones, de la communauté des affaires, des organismes, des industries et des communautés, nous ferons des recherches et discuterons de ces importantes questions et élaborerons un nouveau plan économique détaillé pour les Territoires du Nord-Ouest.

Ensuite, M. le président, les questions en suspens avec le gouvernement fédéral doivent être réglées. Je m'engage à utiliser toute mon énergie, mon influence et ma détermination à veiller à ce que ces questions soient réglées, et à ce qu'elles le soient à l'avantage des Territoires du Nord-Ouest et de ses citoyens.

M. le président, nous vivons une période intéressante pour les Territoires du Nord-Ouest. Une période d'espoir et d'optimisme face à l'avenir. Une période où peuvent se réaliser nos rêves pour le territoire, pour les communautés et pour nos enfants. C'est le moment de nous mettre au travail.